



© Tamina Miller

## AGRICULTURE

Changement climatique :  
des producteur·rices  
à l'heure des choix

PAGE 4-5



© Les étudiant·es de l'éstba

## CULTURE

Les intermittent·es,  
grand·es oublié·es  
du film présidentiel

PAGE 11

# IMPRIMATUR

# 735

21 mars 2022

JOURNAL DE L'INSTITUT DE JOURNALISME DE BORDEAUX AQUITAINE **GRATUIT**

**Présidentielle 2022**

## N'oubliez pas leurs paroles

Au grand rendez-vous de l'élection présidentielle,  
des sujets clés sont toujours aux abonnés absents.  
Climat, agriculture, santé, culture et sport  
cherchent leur place. Et si les oublié·es de cette  
campagne prenaient la Une ?



## ÉDITO

JUSTE LA FIN  
DU MONDE

Les scénarios de fin du monde se multiplient mais jusqu'ici, un seul s'appuie sur des faits scientifiques. Le dernier rapport du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), publié le 28 février, démontre une nouvelle fois le besoin urgent d'une action radicale en faveur du climat.

D'ici 2050, un milliard d'habitants et d'habitantes des régions côtières pourraient être déplacés. En France, on pourrait compter jusqu'à 4 000 mort-es par an dus aux vagues de chaleur. Dans le monde, en 2100, 8 % des terres cultivables ne le seront plus.

Mais l'environnement ne fait pas recette. Malgré l'imminence de la catastrophe, ces enjeux n'occupent qu'une place marginale dans l'agenda politique. Hormis quelques candidats et candidates à gauche, l'environnement n'apparaît dans les programmes que comme une caution verte, quelques formules écolos pour faire bien.

Une grande partie des prétendants et prétendantes à l'Élysée, obnubilés par l'immigration et le pouvoir d'achat, relèguent au second plan de cette campagne de nombreux sujets essentiels. Outre l'écologie, la PMA, la santé, l'accès au sport et à la culture sont trop délaissés par les médias. À trois semaines de l'élection, Imprimatur fait entendre la voix et les attentes des oubliés de la campagne présidentielle.

Hugo Bouqueau @HugoBouqueau  
Louis Faurent @louisaurent

# Le climat n'éclabousse pas la campagne

**Le second volet du sixième rapport du Giec est formel.**

**La situation est alarmante, voire "irréversible". Pourtant, les thématiques environnementales ne sont pas au cœur des débats présidentiels.**

**Sécheresse, érosion, montée des eaux... Les acteurs et actrices du terrain néo-aquitain se mobilisent.**

« On tue le vivant et on se tue avec. » Ce mardi, à la Maison de l'environnement de Bordeaux (MNE) où se sont regroupées des associations écologistes pour un apéro militant, le constat d'Éric est clair. Engagé auprès d'Action non violente COP21 (ANV COP21), le cinquantenaire confie sa volonté de renverser la logique de surconsommation. Une priorité selon lui.

Autour de la table, les participants et participantes se disent majoritairement apertisans mais pour Eric, « l'écologie ne peut être que de gauche ». Alors le 10 avril, il votera Jadot ou Mélenchon, mais il se donne le temps d'éplucher les programmes. « Les politiques publiques doivent financer une vraie bifurcation écologique. Parler de transition ne suffit plus. » Le militant est persuadé qu'une nouvelle Constitution doit naître et son collectif n'hésitera pas à mener cette bataille à travers des actions de désobéissance active s'il le faut. Prochaine sortie prévue : une manifestation contre les méga-bassines (voir encadré) le week-end du 27 mars.

Laura, 21 ans, rejoint son aîné dans ses idées. Membre des Youth for Climate, elle considère que « la question écologique est avant tout sociale. » Une réelle nécessité de changer de système se pose.

## Des solutions localisées

À l'échelle régionale, les inquiétudes environnementales sont nombreuses. Le nouveau rapport du Giec prévoit un accroissement des effets du changement climatique en Nouvelle-Aquitaine. Parmi eux, le débit des rivières devrait diminuer de moitié d'ici 2050.

Pour Alain Dupuy, professeur

d'hydrogéologie et directeur de l'Ensegid, la quantité d'eau qui tombe annuellement au sol va être conservée. En revanche, les précipitations seront davantage concentrées sur la période hivernale, sauf exceptions locales. « Ces précipitations vont engendrer des inondations et des crues éclair localisées durant lesquelles il faudra stocker l'eau pour pallier le manque lors de la saison estivale. »

La question est désormais de définir où garder l'eau et comment la conserver. « Je n'ai pas de solution à proposer mais selon les recommandations du Giec, les issues seront locales car les territoires n'ont pas les mêmes spécificités. Il n'y a pas de recette miracle globalisée. »

## Accélération des prises de conscience

Alain Dupuy affirme également qu'il faudra faire des efforts d'adaptation en changeant de pratiques culturelles et de consommation. Le professeur se dit plutôt confiant quant à l'avenir. Selon ses observations, l'accélération du changement climatique engendre une accélération des prises de conscience. Et d'ajouter : « Les politiques s'entourent de conseillers scientifiques pour les aider à prendre des décisions. »

Sur le terrain, la question de l'eau revient souvent. La Chambre d'agriculture de la Gironde suit un plan d'action en deux phases pour les grandes cultures et le maraîchage. La première consiste à économiser l'eau pour que chaque goutte soit valorisée le mieux possible. La seconde, à stocker l'eau l'hiver pour l'utiliser l'été.

Thomas Larrieu, conseiller irrigation et gestion de l'eau, considère qu'il faut emmagasiner pour arro-

ser les cultures agricoles éloignées des points d'eau. Mais pourquoi continuer à installer des exploitations maraîchères où il n'y a pas d'eau ? « Cela s'appelle l'aménagement du territoire. Tout le monde veut un maraîcher proche de chez lui maintenant. »

## Entre inondations et sécheresses

Du côté de Dominique Techer, membre de la Confédération paysanne, l'enjeu est de régionaliser l'agriculture face à la difficulté de produire. « On continue à raisonner sur des rendements historiques mais on n'y est plus aujourd'hui. » S'adapter aux inondations et aux sécheresses qui rythment la vie agricole de-

vient une obligation.

Pour le prochain mandat présidentiel, c'est « un changement complet de l'orientation agricole » qui est attendu par le syndicat. Loin de la robotisation, de la numérisation, des OGMs et du pétrole. Difficile pour Dominique Techer de s'y retrouver parmi les propositions des candidats. « Le problème, c'est que EELV est porté par Jadot, un bobo de centre-ville. » Il n'est pas non plus certain de trouver son compte chez Mélenchon.

Une chose est sûre, pour convaincre les électeurs et les électrices, il va falloir faire plus de vagues.

Fanny Baye @bayefanny  
Clémence Drotz @DrotzClemence

## Méga-bassines, méga débat

La construction des méga-bassines est au cœur des débats dans le marais poitevin. Ces réserves de substitution sont de larges réservoirs d'eau destinés à l'irrigation des cultures en période de sécheresse. Pour construire une bassine, il faut creuser le sol - parfois jusqu'à 5 mètres - et bâtir des digues.

### Les arguments pour

Stocker de l'eau en hiver permet de ne pas en prélever l'été.

Les bassines outillent les agriculteurs et agricultrices, permettant de préserver l'emploi en milieu rural.

Les bassines ne comportent aucun risque sanitaire, l'eau n'étant pas destinée à la consommation humaine.

### Les arguments contre

Les bassines incitent à une agriculture gourmande en eau, contraire à une logique de décroissance.

L'équipement est financé à 70 % par le contribuable et destiné à un usage économique privé.

L'eau stockée pourrait contenir des bactéries pathogènes.



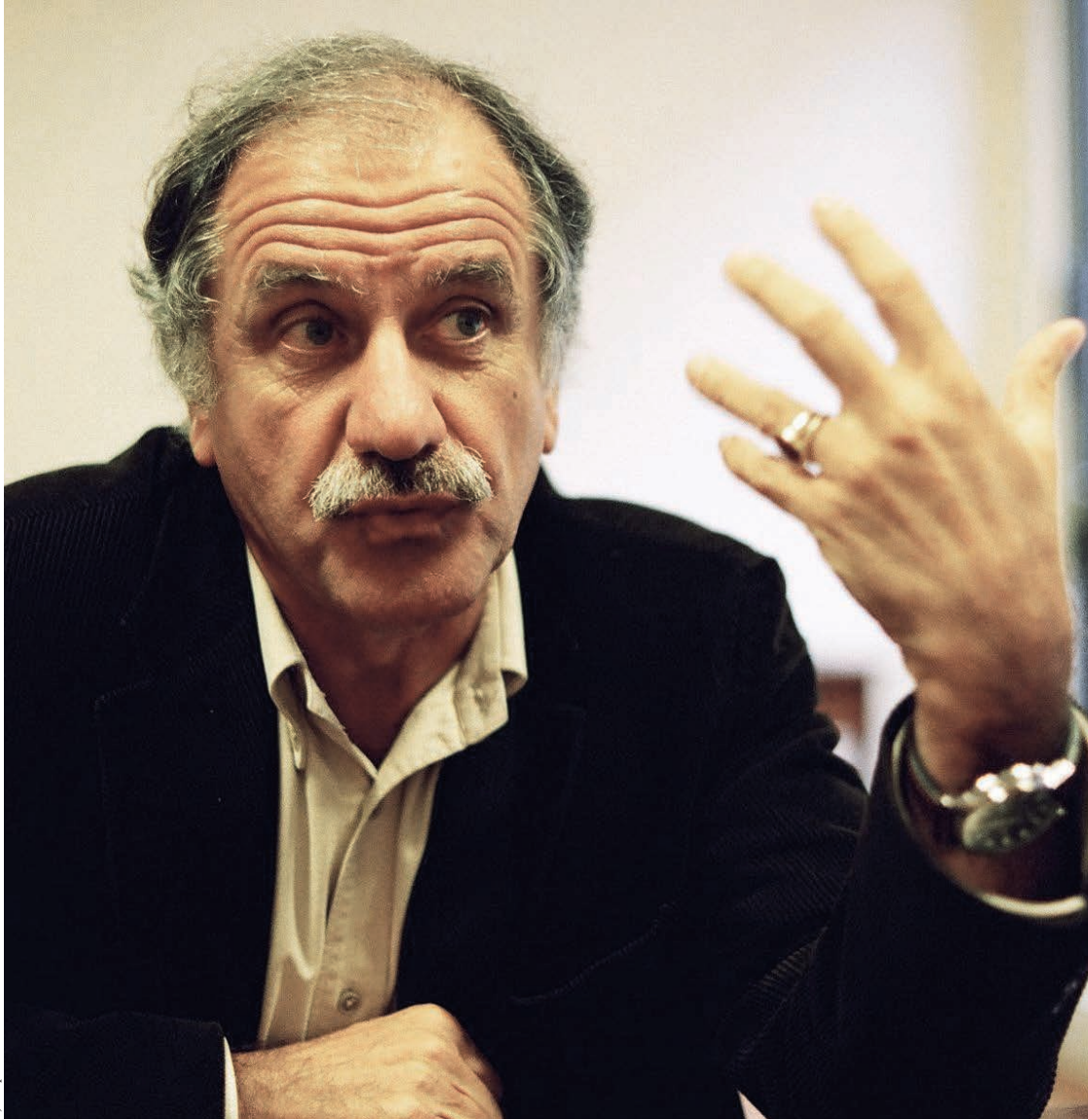
**Directeur de la publication**  
Arnaud Schwartz

**Rédacteur-rices en chef**  
Rayya ROUMANOS, Florian TIXIER

**Direction artistique**  
Fred AUGRY

**Chefs d'édition**  
Hugo BOUQUEAU, Louis FAURENT

**Rédacteur-rices**  
Fanny BAYE, Lucas BLANCHARD,  
Lina BOUDJEROUÏ, Hugo BOUQUEAU,  
Roman BOUQUET-LITTE,  
Pierre BOURGÈS, Samuel CARDON,  
Aude CAZORLA, Salomé CHERGUI,  
Arnaud CONNEN DE KERILLIS,  
Shan COUSINEAU, Clémence DROTZ,  
Louis FAURENT, Margot FAVIER,  
Marthe GALLAIS, Juliette GLORIA,  
Florian GOURDIN, Ana HADJ-RABAH,  
Noëlle HAMEZ.



© Kenji-Baptiste Okawa

Noël Mamère, ancien maire de Bègles, estime que l'écologie, pour gagner, ne doit plus être synonyme de contraintes.

# Écologie : mission séduction

**Seul candidat des Verts à avoir obtenu plus de 5 % des votes lors d'une élection présidentielle, Noël Mamère porte un regard lucide sur la place de l'écologie dans le paysage politique actuel. À travers ses différentes fonctions (maire de Bègles, député et eurodéputé), il s'est battu pour imposer le sujet dans les débats.**

**Vous qui avez lutté pour intégrer l'écologie dans l'agenda politique, pensez-vous que celle-ci a trouvé sa place dans la campagne présidentielle ?**

La campagne présidentielle est bousculée par la guerre russe en Ukraine. Cela nous prive d'un véritable débat démocratique alors que notre pays est confronté, comme d'autres, à une question existentielle : celle du dérèglement climatique et ses conséquences économiques, sociales, politiques et géopolitiques. À cela, s'ajoutent les questions des inégalités, du pouvoir d'achat, du sentiment de vulnérabilité lié à la pandémie. Il nous faut donc regarder attentivement les jours qui

suivront l'élection car les braises restent incandescentes dans ce pays.

**Le parti Europe-Ecologie-Les-Verts (EELV) est-il capable de battre le score (5,25 %) que vous aviez obtenu lors de l'élection présidentielle de 2002, voire de passer le premier tour ?** Malheureusement, les conditions ne sont pas réunies pour que l'écologie accède au plus haut sommet de l'État. Je vois deux raisons. Cela est d'abord dû aux circonstances. Même si l'écologie est devenue l'une des préoccupations prioritaires des Français, ils ne sont pas encore prêts à voter massivement pour ceux qui la défendent. Pendant des décennies,

nos adversaires politiques ont conditionné les électeurs à l'idée que la société proposée par les écologistes est synonyme de contraintes. Or, ce que nous proposons, c'est une société d'émancipation. Un tel projet est réaliste. L'utopie est du côté de ceux qui, comme Macron, veulent maintenir le *statu quo*. Ils nous font croire que l'on pourra régler la question du dérèglement climatique en poursuivant le *business as usual*, en continuant à consommer de manière compulsive, et en restant dépendants des énergies fossiles.

Ensuite, EELV aurait dû participer à la Primaire populaire, cette initiative lancée par des activistes de la société civile. Je considère

**« Le courage politique consiste à dire que nos lendemains ne s'annoncent pas radieux »**

que le parti et ses annexes ne parviennent pas à capter le vote de tous les citoyens convaincus de l'urgence écologique.

Aujourd'hui, la question qui se pose à tous, que l'on soit écologiste ou non, c'est de savoir comment ces partis politiques, en situation d'essoufflement, vont être revitalisés pour qu'il y ait une adéquation entre la demande de la société et la formalisation politique de celle-ci.

**Face à l'extrême-droite qui parvient à capter une part importante de l'électorat, l'écologie politique a-t-elle perdu la bataille des idées ?**

Ce n'est pas l'écologie politique qui a perdu. Bien au contraire. Aujourd'hui, elle est le seul antidote à l'extrême-droite. C'est la seule idée neuve du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est plutôt la droite républicaine qui est mal en point. La gauche, elle, s'est laissée submerger par le néolibéralisme.

Les idées de la droite et de l'extrême-droite réussissent pour l'instant à dominer le débat. Contre l'idée d'une écologie punitive, le défi des Verts consiste à proposer un récit alternatif. La transformation de la société passera par l'écologie, mais ses représentants ne peuvent pas prétendre être les seuls à pouvoir construire ce récit. Il faut le faire avec les autres forces de gauche, notamment avec la pensée socialiste.

**Dans le livre « Mémo sur la nouvelle classe écologique », les sociologues Bruno Latour et Nikolaj Schultz écrivent que « pour le moment, l'écologie politique réussit l'exploit de paniquer les esprits et de les faire bailler d'ennui ». Ce jugement est-il juste selon vous ?**

Je trouve qu'il est un peu injuste. La grande difficulté est de rendre le récit écologiste attractif et séduisant. C'est très compliqué aujourd'hui d'expliquer que l'on pourrait vivre de manière simple et moins vorace. Pour autant, il faut regarder la réalité en face. Ceux qui nous expliquent que demain ça ira mieux en conti-

nuant comme aujourd'hui sont irresponsables. Le courage politique consiste à dire que nos lendemains ne s'annoncent pas radieux. Il faudra faire des sacrifices. On ne peut pas imaginer, vu ce que nous dit le Giec, rapport après rapport, que la bifurcation dont je parlais, se fasse sans douleur. C'est au politique de panser les plaies le plus possible, en s'adressant d'abord aux plus vulnérables.

**Quel langage l'écologie politique doit-elle adopter auprès des électeurs et des électrices pour dépasser cette vision punitive ?**

Ce qui est punitif, c'est le système dans lequel nous sommes. Ce système où 10 % des plus riches le sont autant que la moitié de notre pays, et qui créera 256 millions de réfugiés climatiques en 2050. Les écologistes font des propositions et nous sortent ainsi de cette logique punitive qui nous mène dans le mur. Ils veulent faire en sorte que nous puissions vivre dans des sociétés à dimension humaine, égalitaire et sobre. Tout cela de manière démocratique.

**La société civile est-elle la seule à pouvoir engendrer des transformations de fonds en matière d'écologie ?**

L'État a encore son rôle à jouer. On ne peut pas tout attendre de lui sinon cela donne un régime autoritaire ou totalitaire. Le problème est qu'Emmanuel Macron a supprimé les corps intermédiaires. Ajoutez à cela un manque d'influence des syndicats et vous obtenez une situation dangereuse. Quand il n'y a plus d'échelons entre le sommet du pouvoir et la base, la confrontation est inévitable. Lors de la crise des gilets jaunes, il y a eu de la haine vis-à-vis du président, ce qui n'était pas sain. Maintenant, la question est de savoir si les différentes mobilisations de la société civile feront corps et si cela sera assez puissant pour influencer le sommet de l'État.

Marthe Gallais @GallaisMarthe  
Florian Gourdin @FlorianGrD2610

# Fin du glyphosate, l'agriculture dans l'impasse

Son interdiction était l'un des principaux sujets de la présidentielle en 2017. Si le glyphosate a aujourd'hui presque disparu des débats, les attentes des agriculteurs·rices restent importantes.

« La question n'est pas d'interdire ou non le glyphosate. On agit pour le supprimer mais en parallèle on demande à être accompagnés », alerte Frédéric Lascaud, porte-parole de la Confédération paysanne en Nouvelle-Aquitaine. Pour arrêter d'utiliser ce pesticide controversé, les paysans et paysannes sont obligés d'utiliser de nouvelles techniques agricoles qui demandent des machines spécifiques. Elles représentent donc un surcoût important. « Dans mon exploitation de 200 hectares, j'utilise un litre de glyphosate par hectare et par an. Arrêter d'en utiliser représenterait entre 20 000 et 25 000 euros de dépenses supplémentaires », précise Cédric Tranquard, céréalier en Charente-Maritime et président de la FNSEA. Si une interdiction

totale du glyphosate n'est pour l'instant pas la bienvenue, les agriculteurs et agricultrices sont prêts à réduire son utilisation.

## L'appui des expert-es

Pour y arriver, ils et elles ont besoin d'être accompagnés pour mieux l'utiliser. « Les techniciens sont là pour les rassurer et les aider à optimiser leurs pratiques. S'ils réduisent de trois ou quatre le nombre de pulvérisations de glyphosate dans l'année, ils font des économies et diminuent également la pollution », indique Etienne Laveau, conseiller viticole bio à la Chambre d'agriculture de Gironde.

Pour cet expert, également viticulteur au Château Piney à Saint-Hippolyte, une partie des agriculteurs et des agricultrices oppose beaucoup de résistance au changement. « Si on ne les aide pas



La Gironde est la région la plus consommatrice de glyphosate en France, selon un rapport de Générations Futures de 2019.

à modifier leurs pratiques, ça ne marchera pas », martèle-t-il. La meilleure solution serait, selon lui, la prise en charge par l'État de ce suivi technique. Avec un coût moyen de 1 800 euros par an, il représente une dépense importante pour les vignerons et vigneronnes, mais soutenable pour les financeurs publics.

## Une réforme européenne nécessaire

Au-delà de demander des aides nationales pour se former, acheter du matériel ou faciliter l'emploi,

les agriculteurs et agricultrices réclament une harmonisation pour assurer une concurrence loyale. « Les efforts qu'on fait pour avoir une agriculture vertueuse ne servent à rien puisque nos produits se retrouvent sur un marché européen voire mondialisé », regrette Frédéric Lascaud. En Nouvelle-Aquitaine, la Confédération paysanne a par exemple essayé de créer une filière fruits et légumes bio, sans y parvenir. En cause, l'écart de prix entre les produits locaux et ceux importés d'Espagne. « Comme

certain pays européens ne respectent pas les mêmes considérations sociales et environnementales, leurs coûts de production sont moindres et leurs prix très concurrentiels », ajoute-il. Aujourd'hui les agriculteurs et agricultrices se retrouvent donc prisonniers d'un système globalisé où les prix sont tirés vers le bas. Un manque à gagner qui les empêche d'investir et donc de sortir du glyphosate.

Samuel Cardon @SAM\_CARDON

# L'État au chevet du monde viticole

« À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles », a déclaré Jean Castex en avril 2021, suite au dernier épisode de gel dévastateur. Malgré l'ouverture d'un régime de compensation, les acteur·rices du monde viticole restent prudent·es sur sa mise en place.

Les viticulteurs et viticultrices sont particulièrement satisfaits du Plan gel dévoilé en avril 2021. La profession qui se trouvait jusque-là totalement écartée des mécanismes étatiques, se voit ouvrir à titre exceptionnel un régime d'indemnisation financière. Si l'aide sera distribuée au prorata du volume de perte, qui doit s'élever au minimum à 30 %, la mesure a été bien accueillie par les professionnel·es du secteur. « Même si l'enveloppe de 1 milliard pour toutes les filières confondues n'est

peut-être pas représentative des pertes réelles des différents secteurs, c'est une aide importante », reconnaît Roman Moret, directeur des relations institutionnelles de l'Association nationale des élus de la vigne et du vin (Anev). Le régime de calamité agricole est aussi soumis à l'absence d'assurance, ce qui le rend plus difficile d'accès. « Le contexte économique, notamment avec la crise sanitaire, fait que certains viticulteurs et viticultrices n'ont pas les moyens de s'assurer », explique Frédéric Roger, directeur du syndicat viticole de

l'Entre-deux-mer. Selon une récente étude sénatoriale, seul·e un vigneron ou une vigneronne sur trois est assuré·e au niveau national, la mesure est donc particulièrement adaptée à la situation. « Je trouve que les institutions ont été à l'écoute de la profession viticole. Un geste important a été fait pour celles et ceux qui ne sont pas assurés », confirme le représentant syndical. Une troisième contrainte s'applique à ce dispositif et concerne de nombreux professionnel·les du secteur. L'État ne dédommage que les pieds de vigne jeunes, plantés avant une date fixée par décret. Une décision qui laisse des exploitants et exploitantes sur la touche. « Pour assurer 20 hectares pour le gel et la grêle, c'est déjà 9 000 euros. En dessous, l'assurance ne rembourse pas et mes pieds sont trop vieux pour rentrer dans les clous du plan », déplore Nicolas Despagne, viticulteur à Montagne en Gironde.

## Des attentes importantes

« Cet épisode de gel a permis l'adoption d'une réforme attendue par le secteur viticole », confirme Roman

Moret. D'autres dispositifs verront d'ailleurs le jour prochainement. L'assurance récolte en agriculture, adoptée par une loi de mars 2022, ouvrira la voie à l'indemnisation des viticulteurs et viticultrices pour les pertes de récoltes résultant d'aléas climatiques dès janvier 2023. Des décrets d'application doivent encore être adoptés mais les échéances électorales d'avril et de juin 2022 ne semblent pas inquiéter Roman Moret.

« J' imagine mal un candidat tout défaire après un large accord sur la forme, et au vu des besoins du secteur. » Les solutions d'aides à court terme assurent donc une réparation nécessaire à la filière viticole. Reste à savoir quelles mesures préventives seront mises en place pour aider les générations futures de viticulteurs et viticultrices à surmonter les aléas climatiques.

Lina Boudjeroudi @LineBoudjeroudi



Une vigne gelée dans le vignoble bordelais, l'hiver dernier.

# Climat : peur sur la vigne



Jonathan Ducourt devant l'une de ses parcelles les plus touchées par le changement climatique : le sauvignon blanc.

**Avec le changement climatique, les vignobles bordelais trinquent. Fragiles, certains cépages typiques de la région ne résistent pas aux aléas climatiques. Pour pérenniser leurs domaines, les viticulteur·rices sont alors contraint·es de revoir leurs méthodes.**

Entre les rangs des vignobles Ducourt, trois hommes taillent les pieds de vigne qui donneront, dans quelques mois, la cuvée 2022. Après un long repos hivernal, la vigne se réveille et les viticulteurs et viticultrices s'activent. Jonathan Ducourt longe les rangs de son vignoble à Ladaux, les mains enfoncées dans les poches de son manteau bleu.

**« C'est très rare d'avoir une vendange pleine »**

Il travaille avec son père, son frère et sa cousine au domaine. Depuis une vingtaine d'années, la famille observe les effets du changement climatique sur ses parcelles. « Les moyennes décennales de récolte diminuent, notamment depuis 2010. Aujourd'hui, c'est très rare d'avoir une vendange pleine. On s'approche parfois d'une moitié de récolte. » En cause, les accidents climatiques, comme les gelées printanières. Après un hiver trop doux, elles condamnent les bourgeons déjà sortis. Les cépages précoces, comme le merlot ou le sauvignon blanc, sont particulièrement exposés. Le climat, plus chaud et humide, est également favorable au développement des maladies. Dans l'Entre-deux-Mers (entre la Dordogne et la Garonne) le sous-sol calcaire protège néanmoins le domaine de l'assèchement des sols. Une difficulté que subissent leurs confrères installés sur les sols de graves. Depuis l'ère pré-indus-

trielle, la température a augmenté de 1,1°C (selon le rapport du Giec 2022), provoquant des modifications directes sur les raisins.

Kees Van Leeuwen, professeur de viticulture à Bordeaux Sciences Agro et à l'Institut des sciences de la vigne et du vin, explique les effets du réchauffement climatique sur les cépages. « Avec la hausse progressive des températures, la phénologie (le déroulement du cycle de la vigne, ndlr) devient de plus en plus précoce. La maturation se déroule dans des conditions plus chaudes, modifiant la composition du raisin. Le fruit est donc plus riche en sucre, moins acide. » Il ajoute : « Depuis 20 ans, on constate une augmentation de la proportion de très bons millésimes dans le Bordelais. Elle est liée aux périodes de sécheresse en été. » Des grappes de raisins de qualité, mais en faible quantité. La sécheresse a en effet une deuxième conséquence : elle diminue les rendements. « C'est un facteur auquel les viticulteurs sont confrontés depuis les années 2000 », alerte le scientifique.

**S'adapter, encore et toujours**

Malgré les prévisions alarmantes, Jonathan Ducourt reste serein : « Ça fait six générations qu'on est dans le vin. On s'est toujours adapté et on continuera. » Pour éviter que la hausse des températures ne soit fatale aux vignes, plusieurs solu-

tions existent. « À l'échelle locale, la vigneronne et le vigneron peuvent commencer par modifier leurs habitudes, comme retarder la taille ou réduire l'effeuillage. Mais cela peut s'avérer insuffisant pour des cépages bordelais précoces comme le merlot ou le sauvignon blanc. Il est donc possible de passer à des cépages plus tardifs », détaille le professeur Van Leeuwen.

Dans cette perspective, le vignoble Ducourt teste de nouveaux cépages comme le colombar blanc. Les résultats de ces expérimentations seront connus dans quatre ou cinq ans, avec une commercialisation prévue dans huit ou dix ans. Un pari sur le long terme, contraignant les viticulteurs et viticultrices à vivre dans l'incertitude.

Mais la famille Ducourt mesure sa chance. Tous les vignobles ne peuvent se permettre une telle expérimentation. « Notre domaine s'étend sur 480 hectares, répartis sur quatorze Châteaux. En consacrant une quinzaine ou une vingtaine d'hectares pour des tests, on ne prend pas de gros risques financiers pour le reste de l'exploitation. » Planter de nouveaux cépages ne représente pas un gros chantier puisque chaque année, les vieilles parcelles sont arrachées pour être remplacées. Une partie du vignoble est ainsi constamment renouvelée. Jonathan Ducourt poursuit : « Il y a vingt ans, on se contentait de replanter des merlots,

des cabernets ou des sauvignons. Aujourd'hui, on réfléchit à plus long terme sur la pertinence du choix de cépage face au changement climatique. »

**Le vin, branche isolée de l'agriculture**

Pour cette expérimentation, les Ducourt sont accompagnés par des expertes et experts de la Chambre d'Agriculture et des instituts de recherche. « L'année dernière, ils sont venus voir les parcelles de cépages résistants, et ils ont évalué un rang à trois dates de récoltes différentes pour comprendre le profil du vin et nous aider à mieux connaître la variété. » Mais la démarche n'est pas soutenue financièrement par le ministère de l'Agriculture. Jonathan Ducourt n'a pas vraiment le sentiment d'être considéré par le monde politique de façon générale. « La viticulture est toujours vue comme le côté riche de l'agriculture donc on n'est pas prioritaires. » Selon lui, le désintérêt pour les questions agricoles est surtout lié à la proportion de l'électorat : « L'agriculture en général représente aujourd'hui une infime partie de la population, malgré son importance vitale. » Un constat qui l'éloigne des débats de la présidentielle.

Juliette Gloria @JulietteGloria\_

Roman Bouquet Littre @RomanBouquet

## 3 QUESTIONS À KEES VAN LEEUWEN



**Professeur de viticulture à Bordeaux Science Agro, il explique les tests sur les nouveaux cépages qu'il dirige à l'Inrae.**

**Quelle expérimentation l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, mène-t-il pour lutter contre le mûrissement précoce des cépages ?**

En 2009, nous avons installé la parcelle VitAdapt à Villenave d'Ornon. L'objectif est d'identifier les cépages qui pourront produire dans le vignoble de Bordeaux un vin de qualité. Et ce, en dépit des conditions climatiques bien plus chaudes à partir de 2050. Nous y testons 52 variétés, issues de différentes régions du monde.

**Suite à votre expérimentation, l'Institut national de l'origine et de la qualité a intégré à titre expérimental six nouveaux cépages à l'AOC Bordeaux. Comment ont-ils été sélectionnés ?**

Les six ont été sélectionnés en concertation entre chercheurs et viticulteurs à partir de nos données scientifiques. Comme nous portons une attention particulière à la préservation de l'arôme des vins de Bordeaux, nous avons sélectionné les cépages qui se rapprochaient le plus de leurs caractéristiques.

**Comment les viticulteurs participent-ils à ce projet ?**

En plus des micro-vinifications que VitAdapt conduit, les viticulteurs peuvent expérimenter ces nouveaux cépages à échelle réelle, directement sur leurs parcelles, à hauteur de 5 % des surfaces d'exploitation. C'est un travail de longue haleine. Les résultats sont incertains et aboutiront dans une dizaine d'années.

# Candidates et candidats restent dans leur zone de confort

Une vingtaine de propositions pour Marine Le Pen, plus de 500 pour Jean Luc Mélenchon. Les candidat·es à l'élection présidentielle multiplient les mesures pour séduire l'électorat, mais sortent très rarement de leur zone de confort. Quand la droite veut relancer le nucléaire, la gauche se dirige vers l'énergie 100 % renouvelable. Et si la santé fait l'unanimité, la culture, le sport, et même certains sujets de société peinent à trouver leur place dans les programmes.

## PMA à petits pas

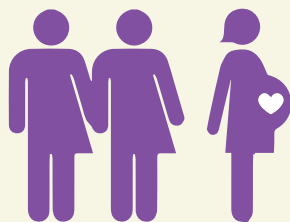
Depuis le vote de la loi biéthique ouvrant la PMA à toutes les femmes, le sujet peine à évoluer. Seuls deux candidats se démarquent des autres... Et aussi entre eux.



**Yannick Jadot**  
Ouverture de la PMA aux personnes transgenres et veuves

**Éric Zemmour**  
Interdire la PMA sans père

## GPA : Jadot seul au monde



Yannick Jadot promet la reconnaissance de la filiation des enfants nés à l'étranger de GPA, aux deux parents. Les autres candidat·es n'abordent pas le sujet dans leur programme.

## Le monde du spectacle dans le flou

Seuls quatre candidat·es sur douze s'engagent sur le terrain de la revalorisation des salaires du monde du spectacle.

**Yannick Jadot**

Mise en place d'un revenu pour les artistes et auteur·ices qui ont vocation à vivre de leur création.

**Jean Lassalle**

Revalorisation du statut et du salaire des intermittent·es.

**Jean-Luc Mélenchon**

Améliorer le régime des intermittent·es du spectacle.

**Philippe Poutou**

Garantie d'une rémunération des intermittent·es au moins égale au Smic.

## La méthodologie d'Imprimatur

Afin de comptabiliser les propositions des candidat·es, Imprimatur a fait le choix de se limiter aux seules mesures annoncées dans leurs programmes. Les déclarations que les politiques en lice pour la présidentielle ont pu faire aux médias ou sur les réseaux sociaux n'ont pas été prises en compte. C'est notamment pour cette raison que la candidate Nathalie Arthaud (Lutte Ouvrière) n'apparaît pas, la majorité de ses mesures concrètes ayant été annoncées par voie médiatique.

Nous avons exclu la cause animale et l'agriculture de la comptabilisation des propositions liées à l'environnement, qui sont considérées dans une grande partie des programmes comme des sections à part.



15,7 % des propositions d'Anne Hidalgo sont liées à l'environnement

30,7 % des propositions de Yannick Jadot sont liées à l'environnement

## Jadot : environnement

Les candidats et candidates à gauche de l'échiquier politique trustent, sans exception, ce classement. Là où Yannick Jadot prévoit la fin des cinq millions de places de parking pour les véhicules thermiques, Jean-Luc Mélenchon s'engage à taxer les importations polluantes ou Nicolas Dupont-Aignan elle prend des mesures pour réduire l'empreinte carbone du numérique. À gauche, les candidats et candidates investissant dans les énergies fossiles. À droite, Valérie Pécresse prévoit la fin de la majorité des autres candidats et candidates, veut favoriser la mobilité électrique et l'arrêt des véhicules thermiques d'ici 2035. En bon dernier, Jean Lassalle n'a que deux propositions liées à l'environnement sur les 123 comptabilisées.



**VS**

**Yannick Jadot**

Énergie 100 % renouvelable à l'aide de sept parcs éoliens maritimes

**Jean-Luc Mélenchon**

Énergie 100 % renouvelable d'ici 2050  
Abandon des projets d'EPR

**Philippe Poutou**

Énergie 100 % renouvelable d'ici 2050  
Arrêt du nucléaire en 10 ans



**Nicolas Dupont-Aignan**

Maintien de la production nucléaire dans la zone de sûreté

**Valérie Pécresse**

Mise en place d'un plan national de la biodiversité

**Éric Zemmour**

Abandon du nucléaire d'ici douze ans



dans



15,1 % des propositions de Jean-Luc Mélenchon sont liées à l'environnement

à gogo

ans grande surprise, le podium de passaires thermiques d'ici dix ans, cives. Anne Hidalgo veut quant à e et pénaliser les banques et assu- rend la tête et, à l'instar de la ma- ectrique avec la fin de vente des eux propositions en lien avec l'en-



s Dupont Aignan  
a part du nucléaire à 70 %  
roduction d'énergie  
rie Péresse  
d'un plan de relance pour  
le nucléaire  
c Zemmour  
projet de fermeture des  
éacteurs nucléaires

# SANTÉ : QUI PROPOSE QUOI ?

Augmentation du nombre de lits, du nombre de soignant-es, médicaments made in France... Si la restructuration de l'hôpital public ne fait pas la Une des programmes, elle profite tout de même d'une place conséquente. La crise sanitaire a mis au grand jour les lacunes accumulées de l'hôpital public. Malgré quelques variantes, la majorité des candidat-es est unanime : il faut sauver le service hospitalier.

|                                                                                     |  HÔPITAL |  DÉSERTS MÉDICAUX                                                              |  LITS |  PERSONNELS                                                 |  INDUSTRIE                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|   | -                                                                                         | -                                                                                                                                                                 | -                                                                                        | -                                                                                                                                              | -                                                                                                                       |
|  | Créer un nouvel hôpital par département                                                   | Créer une bourse pour les étudiant-es qui s'engagent à exercer dans les déserts médicaux pendant leurs cinq premières années                                      | Créer 20 000 lits supplémentaires                                                        | -                                                                                                                                              | Rembourser les médicaments par la Sécurité sociale uniquement s'ils atteignent le seuil de 50 % de production en France |
|  | Refinancer l'hôpital public avec des dépenses prévues en fonction des objectifs           | Former 15 000 médecins par an pour les déserts médicaux                                                                                                           | -                                                                                        | -                                                                                                                                              | -                                                                                                                       |
|  | Établir un plan d'urgence pour l'hôpital public                                           | Faire exercer dans les déserts médicaux les étudiant-es en dernière année d'internat et durant leurs deux premières années d'exercice                             | Augmenter le nombre de lits et le ratio soignant-e/patient-e                             | Recruter 100 000 infirmier-es avec une revalorisation des salaires de 10%                                                                      | Encadrer l'industrie du médicament pour éviter les monopoles et mener une politique de transparence                     |
|  | Créer un hôpital à moins de 40 minutes de route pour tous-tes                             | Six ans d'études financés si les jeunes partent exercer dans les déserts médicaux                                                                                 | Créer 20 000 lits supplémentaires dans les hopitaux avec des soignant-es en proportion   | Recruter 100 000 infirmier-es et aide soignant-es sur la durée du mandat                                                                       | -                                                                                                                       |
|  | Établir un nouveau mode de financement pour l'hôpital public                              | Créer un système d'incitations financières pour encourager les médecins à exercer dans les déserts médicaux                                                       | Créer un moratoire sur la suppression des lits                                           | Revaloriser de 10% (2 milliards d'euros sur 5 ans) le salaire des soignant-es, et ouvrir 10 000 places dans les formations d'aides soignant-es | -                                                                                                                       |
|  | Simplifier la gouvernance de l'hôpital publique en la re-médicalisant                     | Développer la télé-expertise et responsabiliser le personnel paramédical pour dégager du temps aux médecins                                                       | -                                                                                        | Recruter 50 000 infirmier-es et aide soignant-es supplémentaires                                                                               | -                                                                                                                       |
|  | -                                                                                         | Investir plus de moyens pour lutter contre les déserts médicaux et supprimer le numerus clausus                                                                   | Revenir sur les suppressions de lits et de personnels                                    | -                                                                                                                                              | -                                                                                                                       |
|  | Créer un nouveau statut pour les hopitaux, plus souple et autonome                        | Passage obligatoire dans les déserts médicaux lors d'une nouvelle année d'étude en médecine                                                                       | -                                                                                        | Recruter 25 000 soignant-es                                                                                                                    | -                                                                                                                       |
|  | -                                                                                         | -                                                                                                                                                                 | -                                                                                        | -                                                                                                                                              | Exproprier les grands groupes de l'industrie pharmaceutique et lever les brevets                                        |
|  | Créer un hôpital à moins de trente minutes de route pour tous-tes                         | Créer 4 000 places supplémentaires dans les universités de médecine. Autoriser l'accès à un médecin dans une zone dense uniquement si un autre part à la retraite | -                                                                                        | Créer 100 000 emplois supplémentaires dans l'hôpital public                                                                                    | Créer un Pôle public médicaments pour garantir une souveraineté dans la création des médicaments                        |
|  | Lancer un vaste plan d'investissement pour rebâtir l'hôpital public                       | Doubler les capacités de médecins sur 5 ans. Recruter 1 000 médecins pour les déserts médicaux                                                                    | -                                                                                        | Recruter 40 000 personnels hospitaliers et augmenter les salaires de 12%                                                                       | Restaurer la souveraineté française dans la création de médicaments                                                     |

# La PMA pour toutes bloquée en salle d'attente

Sept mois après la promulgation de la PMA pour toutes, qu'en est-il en Nouvelle-Aquitaine ? Manque de moyens pour le personnel et attente pour les patientes se font ressentir au Centre d'étude et de conservation du sperme et des œufs humains (Cecos) de Bordeaux.



Jennifer Carrière et Aline Papaxanthos réclament davantage de personnel dans leur service.

Tous les matins, Jennifer Carrière, gynécologue obstétricienne et Aline Papaxanthos, endocrinologue et cheffe du Service de biologie de la reproduction, prennent leur poste au Cecos. Situé au sous-sol du CHU Pellegrin à Bordeaux, le centre est indiqué sobrement sur le sol par quelques flèches vertes. Les lumières se font rares dans le long couloir qui fait office de salle d'attente. « Les locaux sont exigus, les patientes nous disent que c'est glauque, vieux, même si on tente de faire des efforts en ajoutant des cadres », déplorent les praticiennes.

La loi sur la Procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes a été promulguée en août 2021 et mise en place en septembre dernier. Mais en Nouvelle-Aquitaine, les moyens ne suivent pas. Le Cecos est le seul centre de dons pour toute la région. « On fait face à un tsunami de demandes à Bordeaux. Avant la loi, on recevait une quinzaine de couples hétéros en demande de spermatozoïdes par an. Aujourd'hui, nous en voyons une centaine par mois », confie la cheffe de service.

En 2019 déjà, elle avait alerté le gouvernement sur la hausse des demandes qui les attendait. Faible lot de consolation : trois enveloppes d'aides à la contractualisation, ponctuelles et réservées aux situations d'urgence, ont

été versées au CHU de Bordeaux. « Mais c'est compliqué car le CHU est un grand établissement alors la science médicale à la procréation passe en dernier », commente Aline Papaxanthos.

## L'attente interminable pour avoir une consultation

Émilie habite à Angoulême. Professeure d'anglais au lycée, elle a commencé son parcours de PMA en octobre en tant que femme seule. L'enseignante regrette l'attente entre chaque consultation et le manque de moyens. « J'ai appelé le centre de Limoges en octobre pour un rendez-vous le 4 janvier ! Et encore c'est grâce à un désistement. Le délai est costaud », soupire-t-elle. Le manque de personnel en est la première cause. Jennifer Carrière alerte : « On demande aux politiques que les ressources allouées soient pérennes. Nous avons une secrétaire seulement depuis mars et le prochain rendez-vous avec la psychologue que nous avons à proposer est en octobre. »

Faute de réponse du CHU de Bordeaux, Émilie est suivie à Limoges. L'enseignante âgée de 32 ans s'inquiète pour les futures femmes s'aventurant dans ce parcours : « Il semble que le gouvernement ait fait passer la loi bioéthique pour séduire les électeurs de gauche, les femmes et les couples homosexuels, sans penser aux infrastructures à mettre en place et au

personnel. On va se retrouver avec des femmes qui vont mettre deux ou trois ans pour trouver un donneur. »

## Du don, du don et encore du don

Avec la levée de l'anonymat prévue par la nouvelle loi à partir de septembre 2022, le risque d'une pénurie de dons de spermatozoïdes et d'ovocytes en France est réel. Une affiche, collée sur les murs vert pomme de la clinique, invite au don celles et ceux qui franchissent le bureau d'Aline Papaxanthos. La cheffe de service avoue du bout des lèvres. « Nous avons besoin de donneurs et de donneuses. Il va falloir reconstituer la banque de dons. » Avec les nouvelles règles en matière d'anonymat, les donneurs et donneuses devront dorénavant accepter que leur identité soit communiquée aux enfants qui le souhaitent à leur majorité.

Mais ne lui parlez pas d'une pénurie de dons, chiffres à l'appui. En 2021, 37 hommes et 42 femmes sont allés au bout du processus. Et le nombre est en augmentation. Pour les médecins, la médiatisation de la loi bioéthique a permis de réussir la campagne de dons. Du côté des patientes, Émilie estime que ce n'est pas encore suffisant. « On appelle partout à donner son sang mais je n'ai jamais vu de campagne sur le don du sperme alors que c'est primordial. »

« On fait face à un tsunami de demandes à Bordeaux. Avant la loi, on recevait une quinzaine de couples en demande de spermatozoïdes par an. Aujourd'hui, nous en voyons une centaine par mois. »

Grande absente du débat présidentiel, la révision de la loi bioéthique ne figure pas sur les programmes de Pécresse, Hidalgo ou Macron. Tous et toutes semblent considérer qu'elle est suffisante dans sa forme actuelle. Pourtant, la loi qualifiée d'« extrêmement tiède » par son rapporteur, Raphaël Gérard, laisse toujours un goût d'inachevé pour la communauté LGBTQIA+.

## L'association des Parents Gays et Lesbiens s'alarme

L'Association des Parents Gay et Lesbien (AGPL), qui milite pour les homoparents et leurs désirs d'enfant, s'inquiète de cette absence dans ses « Propositions aux candidat·es à l'élection présidentielle 2022 ». Elle demande une révision de la loi bioéthique, jugée insuffisante et inégalitaire. Face au constat de déficit de dons de sperme et d'ovocytes, l'association réclame une vraie campagne. Les trois candidats de gauche, Mélenchon, Poutou et Jadot, promettent l'autorisation de la Réception de l'ovocyte par la partenaire (ROPA) et l'ouverture de la PMA aux personnes trans ainsi qu'aux veuves. De l'autre côté, peu de propositions. Si ce n'est le candidat d'extrême droite, Zemmour, qui souhaite la supprimer la PMA.

Salomé Chergui @salome\_chergui  
Ana Hadj-Rabah @ana\_hadjrabah

FIN DE VIE :  
3 QUESTIONS À  
CLAUDINE CRANG



La proposition de loi pour le droit de mourir dans la dignité a été rejetée en avril dernier par l'Assemblée nationale.

Imprimatur a rencontré la déléguée pour la Gironde de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD).

Que demandez-vous aux candidats et candidates à la présidentielle ?

Avec l'association, je milite pour que chaque Français et chaque Française puisse choisir les conditions de sa propre fin de vie, dans la dignité. Nous demandons une loi qui vise à légaliser l'euthanasie et l'accès universel aux soins palliatifs. Car aujourd'hui, seul celles et ceux qui ont les moyens financiers peuvent accéder à ce droit en allant à l'étranger.

Comment faire pour que la fin de vie soit un enjeu majeur de la campagne présidentielle ?

Nous militons à travers les réseaux sociaux. Nous sommes présents dans les médias et le bouche à oreille fonctionne bien, grâce à nos plus de 75 000 adhérents. Je vais voir les parlementaires de Gironde pour les convaincre. Pour la présidentielle, nous interpellons chaque candidat et candidate dans une lettre ouverte et leur demandons de prendre en compte nos demandes.

Avez-vous l'impression que le sujet est absent du débat présidentiel ?

À gauche, la plupart des candidats nous soutiennent. On entend parler du sujet avec la campagne. J'espère que la loi sera votée après les élections. La société est prête, il faut que la majorité des Français favorables à l'adoption de cette mesure se mobilise. C'est un vrai sujet de société. Nous sommes 90 % à 95 % à être pour. Il ne manque que le gouvernement.

Salomé Chergui @salome\_chergui  
Ana Hadj-Rabah @ana\_hadjrabah

# Psychiatrie : patience pour sortir de l'état d'urgence

**Les troubles mentaux concernent 12 millions de Français·es. Pourtant, l'accès aux soins psychiatriques reste insuffisant. La discipline souffre de la faiblesse des moyens financiers pour répondre aux besoins de patient·es de plus en plus nombreux·ses.**

« La crise sanitaire liée au Covid n'a fait que souligner des difficultés qui existaient déjà », affirme Didier Delhaye, psychiatre à Bordeaux. Depuis quelques années, les demandes d'accès aux soins augmentent car le regard sur la psychiatrie change.

Les gens ont moins honte de consulter, mais le personnel soignant ne suit pas. Même si, depuis 2010, le concours de l'internat a ouvert deux fois plus de places en psychiatrie, de nombreux postes restent vacants. « C'est une vraie source d'inquiétude, les internes ne choisissent pas cette spécialité. »

Les raisons sont nombreuses : des conditions de travail difficiles, des rémunérations qui comptent parmi les plus basses des spécialités médicales et un possible engagement de sa responsabilité devant la justice. Mais le gouver-

nement actuel semble avoir entendu les revendications des psychiatres. La consultation sera par exemple revalorisée à hauteur de 10 % à partir du mois prochain. Pour les professionnel·les du secteur, c'est une augmentation substantielle qui rattrape des années sans revalorisation des salaires. Cela permettra de réduire les écarts entre les spécialités.

## Déstigmatiser la psychiatrie

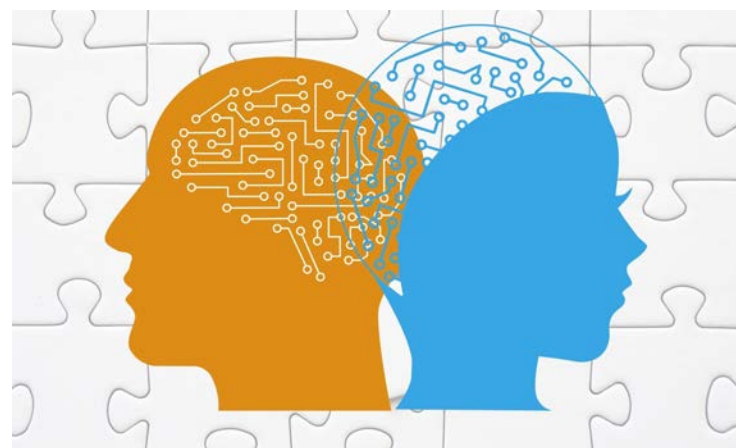
Les représentations des soins psychiatriques et psychologiques sont une part importante dans l'effort à fournir. « C'est un enjeu de démocratisation et de banalisation », souligne Alice Laborde, coordinatrice du Conseil local de Santé mentale de Bordeaux. De son côté, Jean-Claude Aubert, président de l'Union nationale des familles et amis de personnes malades et handicapées psychiques (Unafam) rappelle qu'au

cours de sa vie, une personne sur cinq sera concernée par les maladies mentales.

Il paraît donc essentiel que les politiques publiques se concentrent sur la manière de traiter le sujet.

« Mieux on en parlera, plus on aura une image qui reflète la réalité de la psychiatrie. » C'est avec cet objectif que l'Unafam propose de faire de la santé mentale et de la psychiatrie une grande cause nationale. La fondation FondaMental préconise, elle, de mener des campagnes de sensibilisation sur tout le territoire.

La nouvelle mesure du gouvernement concernant le remboursement de huit consultations de psychologie va dans ce sens. « Même s'il présente des faiblesses concernant le financement, ce dispositif permet de promouvoir l'accès à ces soins. La question de la santé mentale est enfin mise à l'agenda politique », avance Alice Laborde.



© Clémence Drotz

## Une recherche prometteuse mais coûteuse

La recherche en psychiatrie a été très vigoureuse dans les années 1990 à 2000, mais s'est affaiblie en raison du coût financier qu'elle représente. L'évaluation des effets n'est possible que sur le long terme, contrairement à d'autres spécialités médicales. Et plus la recherche demande du temps, plus elle nécessite des moyens financiers importants. Malgré cela, la France compte encore de grands pôles de recherche. Le Neurocentre Magendie, une antenne de l'Inserm à Bordeaux est l'un des services de pointe de recherche en

neurosciences pour la psychiatrie.

La fondation FondaMental est aussi l'une des associations françaises les plus investies dans la promotion de la recherche en santé mentale. Encourageante, la recherche actuelle offre des perspectives d'amélioration nette de la vie des patients et patientes.

Le secteur se trouve à l'orée d'un changement enthousiasmant, la profession se réjouit de voir que les pouvoirs publics se saisissent enfin de la question. C'est un temps de transition. Les effets se feront sentir dans quelques années, si les mesures politiques en faveur de la santé mentale persistent.

Margot Favier



Place de la République, les soignant·es manifestent avec des professionnel·les d'autres secteurs.

# Des grévistes au travail

**Depuis plusieurs mois, les soignant·es alertent l'État sur un manque d'effectifs au sein du personnel médical. À moins d'un mois de la présidentielle, ces professionnel·les débordé·es n'ont pas pu porter leurs revendications lors de la manifestation interprofessionnelle du 17 mars.**

Seule une dizaine de soignants et soignantes du CHU de Libourne étaient présent·es à la manifestation jeudi dernier. Dans la foule, aucun personnel des hôpitaux bordelais. Pascal Gaubert, secrétaire général FO au CHU de Bordeaux avait annoncé la couleur la veille : « On n'a pas les moyens humains de manifester. Il y a un tel manque de personnel que les soignants peuvent se déclarer grévistes mais doivent quand même aller travailler. » Après un mois de février cauchemardesque aux urgences de

Pellegrin, la situation s'est un peu calmée même si rien n'est réglé sur le terrain. Le manque de médecins crée de l'épuisement et entraîne des délais de prise en charge énormes (en moyenne cinq heures). Il n'y a pas assez de lits et les urgentistes passent un temps fou à chercher une place aux patients et patientes. C'est un cercle vicieux pour Murielle Lamourelle, infirmière à Pellegrin. « Les services sont interdépendants. Quand un maillon est en difficulté, tout le système est impacté. » Face à ces conditions de

travail intenable, les vagues de départs continuent. À la difficulté de recruter du personnel s'ajoute le départ des soignants et soignantes épuisés par ces deux années de pandémie.

## Revendications ignorées

Si des sonnettes d'alarme sont régulièrement tirées, aucune réponse concrète n'est apportée. Gilbert Mouden, infirmier anesthésiste explique : « Même si l'ARS nous reçoit et nous écoute, même si certains députés alertent sur notre situation, l'État ne débloque aucun

moyen. » Pour lui, la période des élections est un temps mort : il faut attendre que le nouveau gouvernement entre en fonction. Les soignants et les soignantes demandent que plus de moyens financiers soient donnés aux hôpitaux publics, et vite. C'est le seul moyen pour qu'ils et elles reviennent dans les hôpitaux.

Pour les manifestants et manifestantes du CHU de Libourne ce jeudi 17 mars, il était inenvisageable de ne pas représenter la profession face à l'enjeu de la présidentielle. Pour Frédéric

Frouin, syndicaliste à l'UNSA, si la récente annonce du dégel du point d'indice - servant à calculer les salaires des fonctionnaires - est encourageante le risque d'une simple « annonce électorale » plane. « Nous ne voulons pas non plus d'un dégel à minima », martèle-t-il alors que les quelques représentants et représentantes du personnel de santé avancent silencieusement au milieu des syndicats de l'éducation.

Marthe Gallais @GallaisMarthe  
Lina Boudjeroudi @LinaBoudjeroudi

# Un défi trop grand pour la Nouvelle-Aquitaine

L'objectif du top 5 au tableau des médailles aux JO de 2024 fixé par l'exécutif contraste avec la situation sportive et économique en région. À l'approche de la présidentielle, les ligues néo-aquitaines n'attendent plus grand-chose des candidat-es à l'Élysée.

Dans une logique de décentralisation des compétences, l'exécutif a délégué des responsabilités aux régions afin qu'elles contribuent à la préparation des Jeux. Mais certains et certaines regrettent une redistribution inégale des subventions. Jean-Luc Arassus, ancien président de la fédération française de surf, estime qu'en Nouvelle-Aquitaine, sa discipline illustre la situation : « L'investissement de la région est insuffisant. On a encore des clubs de surf qui vivent dans des containers. C'est incroyable. Il faut vite mener une réflexion sur ces aménagements. » Aurélien Pinet, coordinateur des équipements sportifs à la Délégation régionale académique et à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES), renvoie la balle dans l'autre camp : « Ils se plaignent, mais ils n'ont pas adressé de demande suffisamment claire, au contraire du basket 3 x 3 par exemple. Pour faire naître un équipement grâce aux subventions que

l'on distribue, on a besoin d'un schéma directeur précis. » Un dialogue de sourds qui nuit aux ambitions françaises pour 2024.

## Une organisation qui pose question

Plus que le montant de ces subventions, le mode d'organisation de la vie sportive interroge Claude Dubos, président de la ligue Nouvelle-Aquitaine de judo. Pour lui, impossible en l'état de récolter les 65 médailles pour intégrer le top 5. Seule solution : une collaboration à la britannique, entre sport et éducation, jusqu'ici absente. Pourtant, c'est un modèle qui a déjà fait ses preuves : entre 2008 et 2012, le Royaume-Uni a réussi à doubler son nombre de médailles, une progression à laquelle aspire la France en 2024. Encore faudrait-il que les candidates et les candidats à la présidence y soient sensibles. Claude Dubos n'y croit plus : « Il n'y a aucun espoir. Les politiques fe-

ront comme d'habitude : quand ça ne marche plus et que ça gronde, on subventionne pour calmer le jeu. L'argent, bien sûr qu'on en a besoin, mais ça ne suffit pas. »

## Des petites disciplines à l'agonie

Dans cette course au record de médailles, les petites disciplines appellent aussi à l'aide. Pour Daniel Marchand, président de la ligue Nouvelle-Aquitaine de tennis de table, la région ne fait pas entendre leur voix. La stratégie qui consiste à miser sur les disciplines riches en médailles les invisibilise encore plus. Avec peu de médailles récoltées lors des dernières éditions, il craint que sa discipline ne soit parmi les oubliées des aides à l'échelle régionale. Seul espoir selon lui pour sortir de ce cercle vicieux : gagner des médailles en 2024. L'appel à l'aide ne trouve pour l'instant pas de réponse : « Je ne crois pas à la main tendue d'un candidat pour nous sauver. Dans la



Au total, les JO de Paris 2024 coûteront 7,3 milliards d'euros.

campagne actuelle, il n'y ni évolution, ni proposition, en dehors de la question du sport à l'école. »

## L'heure est au statu quo

La situation est critique pour la Nouvelle-Aquitaine à l'approche de ces Jeux. En manque de moyens matériels et humains pour certaines disciplines, la région paye le contrecoup d'une politique sportive défailante. Une stratégie peu propice à la performance et à l'épanouissement des championnes et cham-

pions. Claude Onesta, ancien sélectionneur de l'équipe de France de handball et actuel manager de la haute performance au sein de l'Agence nationale du sport (ANS), annonçait en septembre 2021 vouloir « renverser la table pour faire autre chose ». À deux ans de Paris 2024, force est de constater que la situation n'a pas évolué. Pour l'instant, la flamme n'a pas pris.

Lucas Blanchard @Lucasblchd

## « Le sport vient en dernier à chaque fois »

Francis Adolin, spécialiste en management et sociologie du sport enseigne à l'Université de Bordeaux Montaigne. À l'approche des Jeux Olympiques de Paris 2024, il analyse le peu d'intérêt des candidat-es pour le sport.

Quelles ont été les premières personnes à se servir du sport comme outil politique en France ?

Le régime de Vichy est le premier à avoir fait du sport un enjeu politique. Il fallait redynamiser le sport. Deux grandes époques de décentralisation ont ensuite été essentielles dans la mise en place de politiques sportives. Celle de 1982 puis celle de 2015 avec la loi NOTRe. Au départ, une clause générale attribuait la même compétence à toutes les collectivités. Ces nouvelles lois comptent des clauses spécifiques qui ont permis aux collectivités et aux régions de construire leurs propres infrastructures. Puis, il y a eu la réorganisation du système politique français. Des cours d'éducation physique et de nouveaux diplômes ont vu le jour dans le sport. La mise en place de cette politique s'est faite en trois étapes.

L'initiation de lois autour de la politique du sport, l'institutionnalisation de la politique sportive à travers la création de diplômes (comme Staps) qui permettent aux étudiantes et étudiants de devenir professeurs et professeurs de sports par exemple. Enfin, la mise en place de personnel et d'infrastructures.

## Pourquoi le sport est-il absent des débats dans la campagne ?

Les politiques oublient une grande partie de la réalité. S'il y a un problème de dopage, on va plutôt se retourner vers le ministère de la Santé, car la question du dopage est organisée par les fédérations et les médecins. La question sera donc traitée par les spécialistes de santé et pas de sport. Quand on évoque les supporters du PSG qui ne peuvent pas se déplacer à Marseille, est-ce que cela signifie que tous les sup-

porters sont violents ? Autour de cette problématique, les plaintes sont envoyées au ministère de l'Intérieur. Malheureusement, le sport vient en dernier à chaque fois.

## Les JO 2024 peuvent-ils concilier la politique et le sport ?

Pour qu'il y ait une véritable conciliation des enjeux sportifs et politiques, il faudrait arriver à imposer le débat à l'échelle nationale. Les JO peuvent aider à cela, notamment autour de la question de l'héritage et de l'empreinte qu'ils laissent dans la société, aussi bien symboliquement que matériellement. Le seul élément pour permettre au sport d'être au cœur du débat, c'est d'en faire une priorité politique dans les programmes.

Arnaud Connen de Kerillis  
@ArnaudCDK

## Les candidat-es la jouent petits bras

### Un nouveau statut pour les professionnel·les



Jean-Luc Mélenchon et Valérie Pécresse souhaitent créer un statut rémunéré pour une pratique à temps plein.

### Généralisation du Pass'Sport



Yannick Jadot et Nicolas Dupont-Aignan sont favorables à la démocratisation de cette allocation de 50 € par enfant pour toute inscription dans une association sportive.

# En attendant Bachelot

**Contestations, incertitudes, désillusions. Dans le monde du théâtre, les jeunes intermittent-es font part de leurs inquiétudes, mais aussi de leurs revendications vis-à-vis de la présidentielle.**

Assis à la terrasse du TnBA, le théâtre national de Bordeaux en Aquitaine, Balthazar ouvre le journal du jour. En dernière année à l'Éstba (école supérieure de théâtre de Bordeaux), le jeune metteur en scène regarde les dernières actualités sur la présidentielle. Dans quelques mois, il sera officiellement diplômé et accèdera peut-être au statut d'intermittent du théâtre.

Pour y voir plus clair, il analyse les annonces et les programmes des candidates et candidats. « *La culture est absente des débats. Elle est occultée par d'autres sujets : l'immigration, le Covid ou plus récemment, la guerre en Ukraine. Pour les Français, c'est la dernière des priorités. On passe totalement à la trappe.* » Balthazar idéalise encore sa profession malgré les obstacles qu'il est certain de rencontrer. Ses études l'ont couvé, loin des problématiques concrètes liées à la vie d'intermittent : « *En intégrant une école de théâtre, je pensais accéder par la voie royale, et je me retrouve sur un chemin de terre, sans aucune transition.* »

## Inclure et décentraliser

En face, Danaé reste stoïque. Issue de la même promotion que Balthazar, elle s'est politisée l'année dernière, avec le mouvement des occupations des théâtres. « *Jusque là, je me sentais soutenue par l'État. Le Covid et les manifestations pour la culture m'ont fait prendre conscience de la réalité.* » Derrière ses mèches blondes, un sourire s'esquisse quand elle repense à leur mobilisation, il y a un an jour pour jour. Avec des étudiantes et étudiants de l'Éstba, elle avait participé à toutes les grandes manifestations de Bordeaux, du marathon artistique

de dix heures, à l'occupation de l'Opéra national. « *On a voulu investir la rue, sortir la culture et le théâtre de leurs carcans élitistes* », se souvient la comédienne. Au-delà d'un plus gros budget, Danaé et Balthazar estiment qu'il faudrait « *revoir sa répartition* » pour valoriser les petits théâtres, garants « *d'une diversité sociale dans les salles* ».

## Une angoisse qui monte

Le monde du travail, Garance l'a intégré depuis un an. Comédienne et musicienne dans une petite compagnie des Pays de la Loire, la Tourangelle de 26 ans a déjà expérimenté ce que les étudiantes et étudiants redoutent : la précarité et l'incertitude. Abandonnée des institutions dès sa sortie de l'école, elle a réussi à trouver un contrat récemment. Ras le bol. Garance ne supporte plus de voir le statut des intermittentes et intermittents remis constamment sur le tapis à chaque présidentielle, devenant à chaque fois plus incertain. Pour elle, il faut qu'il « *cesse d'être remis en question. Le monde du théâtre doit arrêter de vivre. Notre précarité doit être prise en charge par l'État, point barre.* »

La jeune femme craint pour sa future carrière. Bien qu'angoissée, elle se force à se renseigner, « *tout en restant à distance* » précise-t-elle. Quand le Covid a imposé aux lieux culturels de baisser le rideau, Garance n'a pas eu à bénéficier de l'année blanche, elle avait fait assez d'heures de travail. « *Par contre, la réforme de l'assurance chômage, ça je ne vais pas y échapper. Je ne préfère pas y penser. Je fonce, et on verra bien.* »

Noëlle Hamez @HamezNoelle



Damien Labbé, président de l'Undia, lors d'une manifestation sur l'indemnisation chômage des intermittents du spectacle, à Paris le 17 janvier 2019.

# Fin de partie pour les intermittent-es

**À l'approche de l'élection présidentielle, Damien Labbé, président de l'Union nationale de défense des intermittent-es de l'audiovisuel (Undia), présente les attentes du secteur. L'occasion de dresser le bilan du quinquennat, et d'exprimer ses craintes quant à l'issue du scrutin.**

Du mandat d'Emmanuel Macron et de sa gestion de la crise sanitaire, Damien Labbé retient la mise en place de l'année blanche. « *Elle a permis aux intermittents et aux intermittentes qui n'avaient pas l'occasion de travailler en raison de la crise de conserver une allocation chômage* », souligne-t-il dans son rôle de président de l'Undia. Pour autant, ce chef-monteur de profession reproche aux entreprises de ne pas avoir traité à égalité l'ensemble des salariées et salariés, dont ils et elles font partie. « *Dans la plupart des boîtes de production ou chaînes de télé, les CDI ont eu le droit au chômage partiel. Nous qui devons travailler, on nous a juste dit de rester chez nous sans pouvoir en bénéficier* », dénonce-t-il.

## Un système injuste

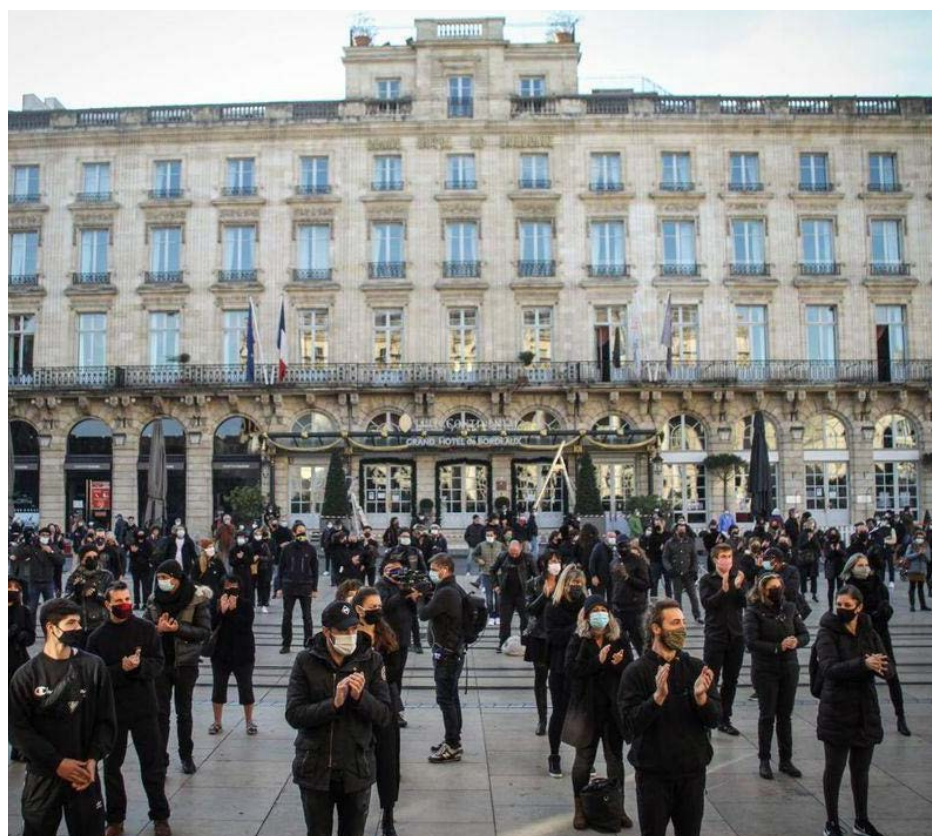
Le président de l'Undia s'offusque aussi de l'existence du système de franchise de salaire. « *Lorsqu'on travaille trop l'année précédente, on se retrouve plusieurs mois sans aucune protection au chômage* », précise-t-il. En effet, les intermittents et les intermittentes doivent effectuer au minimum 507 heures de travail pour bénéficier du régime d'indemnisation. Cependant, ils et elles ne doivent pas non plus dépasser 800 heures pour éviter les franchises de salaire. Damien Labbé résume le fonctionnement : « *Si vous avez travaillé très régulièrement, donc cotisé pendant un an, et que l'année suivante est moins florissante, alors il faudra attendre un certain délai pour*

*bénéficier du régime.* » Un mécanisme qu'il trouve absolument injuste. « *Dans aucun autre régime, on dit aux gens qu'ils ont trop travaillé pour avoir le droit au chômage. Qu'on n'ait pas assez travaillé, ça s'entend, mais qu'on ait trop travaillé, non* », s'insurge-t-il. Aujourd'hui, il demande la suppression pure et simple des franchises de salaire, instituées en 2016.

## Des propositions dangereuses

Les propositions des candidates et des candidats pour soutenir le secteur, Damien Labbé les cherche toujours. Pour lui, les prétendantes et les prétendants à l'Élysée ne sont même pas au courant du fonctionnement des franchises de salaire. « *Le problème est extrêmement technique, en plus d'être méconnu* », précise-t-il. Quant aux propositions existantes, ce représentant de l'Undia y voit un véritable danger pour la profession. « *Je suis très inquiet concernant la volonté d'Emmanuel Macron de supprimer la redevance télé, qui permet de financer l'un des plus gros groupes audiovisuels français.* » Il craint une baisse des salaires des intermittentes et des intermittents. « *Si France Télévision a moins d'argent, le groupe va demander aux producteurs de baisser les prix. Les salaires seront la variable d'ajustement, estime-t-il avant de conclure. Moins FranceTv aura d'argent, moins il y aura de travail pour nous, donc ça s'annonce compliqué.* »

Florian Gourdin @FlorianGrD2610



À Bordeaux, l'année dernière, les intermittentes et intermittents manifestaient devant le Grand Théâtre.

# Pierre Helleisen, rêves en cuisine

**Au collège Fontaines de Monjous, à Gradignan, le chef Pierre Helleisen s'engage pour une alimentation saine, biologique et locale. Pour que tous les enfants finissent leurs assiettes de légumes, il réclame davantage d'investissements publics.**

Un bidon d'huile d'olive dans les mains et une cagette de chou de Bruxelles sous le bras. Le chef cuisinier du collège Fontaines de Monjous n'a pas de temps à perdre pour poser devant l'objectif. « *Mon image est moins importante que ce que nous faisons ici* » commente simplement Pierre Helleisen dans un sourire.

Derrière une paire de lunettes posée sur un nez aquilin, les yeux clairs et vifs du cinquantenaire semblent suivre le rythme de ses pensées. Un regard qui lui donne un air rieur même lorsqu'il est sérieux. « *Être chef, c'est beaucoup de boulot. Mais moi, je ne travaille pas, je m'amuse.* » Et pour que Pierre Helleisen se raconte, il faut d'abord lui parler de ce qui le passionne : la cuisine.

**« Je ne voulais plus faire de business, mais du social »**

Né à Bordeaux, le Girondin a fait ses classes à l'école hôtelière de Talence avant de s'envoler pour Montréal. « *La cuisine de la région est toujours la même : confit de canard, magret... Je m'ennuyais à mourir. Je voulais voir ce qui se faisait à l'étranger.* » Le multiculturalisme dans la cuisine d'Amérique du Nord le séduit : il y restera 20 ans. À son retour en France, il opte pour une reconversion dans le marketing commercial.

En 2018, une dizaine d'années plus tard, Pierre Helleisen se lance dans l'aventure de la cuisine scolaire. « *J'en avais marre de travailler pour des adultes ! Je ne voulais plus faire de business, mais du social. J'ai eu l'opportunité d'effectuer des remplacements dans des lycées. Résultat, ça a changé le regard que j'avais sur la restauration collective* », raconte le cuisinier.

De son enfance et de la ferme de ses grands-parents dans le Médoc, Pierre Helleisen a gardé le goût du bio et du local. Des valeurs qu'il souhaitait importer directement dans les menus du collège Fontaines de Monjous.

## Plus de bio à la cantine

Le gestionnaire de l'établissement, Benoît Sicard, se souvient des débuts du chef au collège : « *La première année a été compliquée pour lui. Il est arrivé avec tellement d'idées et de convictions ! Le plus difficile a surtout été de convaincre l'équipe de cuisine de le suivre.* »

Pierre Helleisen réussit à embarquer le personnel de l'établissement dans sa quête. En quelques mois, le collège passe de 4 à 40 %



Pierre Helleisen décharge les caquettes de légumes qui seront cuisinés pour le repas du jour. © Aude Cazorla

d'aliments d'origine biologique dans ses menus. Aujourd'hui, le taux atteint 70 %. Pour en arriver là, le cuisinier a mis les bouchées doubles. Après les 560 repas quotidiens qu'il commence à préparer dès 5 h 30 du matin pour le service du midi, il prend sur son temps libre pour démarcher des producteurs et productrices locaux. Il connaît chacun d'entre elles et eux, et c'est avec gourmandise et passion qu'il évoque leurs produits.

« *Chaque fournisseur est une relation à créer, un travail à pérenniser ensemble*, confie-t-il. *Au départ, je ne regardais pas la provenance. Je prenais si c'était bio. Puis j'ai commencé à filtrer en fonction du mode de culture des légumes, de l'élevage des animaux, de l'empreinte carbone des exploitations...* C'est un énorme travail, il m'a fallu 3 ans pour en arriver là. » Une démarche qui a porté ses fruits. En 2019, l'établissement a reçu le label « Collège certifié bio », puis le prix « Établissement BIO engagé » de l'association Interbio Nouvelle-Aquitaine.

## Éduquer à mieux manger

En plus de son engagement pour l'alimentation bio, Pierre Helleisen s'implique aussi pour l'éducation à la nutrition. Et pour convaincre les plus réticents et réticentes de manger leurs légumes, le chef n'hésite pas à parler avec elles et eux à chaque service. D'ailleurs, ici, personne ne l'appelle « Chef » ou « Monsieur ». C'est « Pierre » pour tout le monde, supplément tutoiement.

« *Pour moi, le problème n'est pas chez les col-*

*égiens, ce sont les parents qu'il faudrait ré-éduquer à cuisiner des légumes* », soupire-t-il. Il souhaiterait un meilleur enseignement dans l'alimentation, pour savoir comment manger, pourquoi et comment lire une étiquette d'ingrédients.

## Des requêtes en cuisine

Le chef cuisinier compte sur le prochain Programme national nutrition santé (PNNS) pour prendre au sérieux ces enjeux, avec des décisions politiques qu'il espère concrètes. Mais selon lui, les lobbys, notamment ceux de la viande et des produits laitiers, pèsent encore trop dans les décisions. Les rémunérations des équipes de cuisines des collèges mériteraient aussi d'être revalorisées. « *Sans demander les mêmes salaires que dans le privé, mais quelque chose de décent* », souligne le chef, qui avoue recevoir aujourd'hui le salaire le plus bas de sa carrière. « *Il faut aussi aller chercher des professionnels formés à la restauration. C'est un vrai métier* », insiste-t-il.

Pour en finir avec le gaspillage, le chef souhaite de vraies études de terrain qui prennent en compte le comportement alimentaire des enfants dans les cantines. « *On nous donne des directives sur les légumes, les légumineuses, le zéro gaspillage, mais c'est impossible, les enfants n'en veulent pas* », soupire Pierre Helleisen. Quel que soit le résultat du scrutin présidentiel, le chef réclame plus de moyens, mais aussi plus de mesures réalistes.

Aude Cazorla @cazorla\_aude

## LA RESTAURATION COLLECTIVE, TOUT UN BUDGET



distribués par le gouvernement d'Emmanuel Macron en 2022



Fabien Roussel  
+5 Mds€



J.-L. Mélenchon  
+3,6 Mds€



Yannick Jadot  
+330 M€



Anne Hidalgo  
+100 M€



Valérie Pécresse  
Baisser le prix de la cantine



Marine Le Pen  
80% de produits agricoles français obligatoires



Philippe Poutou  
Végétaliser et réduire la part de carné



Eric Zemmour  
Jean Lassalle  
N. Dupont-Aignan  
Plus de bio et de local